

# POUR L'ABOLITION DU SALARIAT

## *ABOLIR LE SALARIAT*

**Claude Berger et le Collectif d'associationnistes**

*Des nouvelles formes de luttes, de vie, de savoir, de pouvoir apparaissent au cours de tous les conflits du travail ou dans les multiples crises que connaissent les institutions: elles contestent l'exploitation mais aussi l'oppression du travail salarié.*

*L'abolition du salariat: c'est ce que les luttes récentes- depuis le grand mouvement de 1968 -portent en germe Mais un " germe " doit se mûrir pour parvenir à maturité sans être détruit. Voilà pourquoi une réflexion et un débat sont nécessaires entre tous les participants de ces luttes sur la base de leurs expériences*

*D'autant plus qu'on ne peut faire confiance à personne d'autres qu'à nous-mêmes pour discuter, Pour préparer dans la lutte, ce qui sera possible demain : l'auto-émancipation des travailleurs, Du Chili au Portugal, de l'Espagne en Italie, via la France, on commence à en être convaincu. Voilà pourquoi notre groupe s'est réuni et vous invite à faire de même en vous soumettant ses réflexions: dans le but de susciter des pratiques nouvelles, cohérentes, convergentes, contre le salariat lui même et contre son Etat.*

\*\*\*

Nous sommes un groupe de femmes et d'hommes vivant des situations différentes Nous exerçons des professions diverses, ouvriers, employés, techniciens, enseignants, praticiens salariés, étudiants, éducateurs, nous sommes syndiqués ou non .(1) Nous avons vécu ou soutenu un certain nombre de luttes Nous estimons qu'elles sont, par leur vie-même collective et solidaire, porteuses d'un projet radicalement nouveau de société égalitaire sans classe, sans exploitation, sans oppression, sans état, avec pour fondement principal la suppression du travail salarié, l'abolition du salariat.

Nous nous sommes réunis (2) parce que nous pensons que de tels rapports communautaires nés dans la lutte exigent des pratiques nouvelles de façon à prolonger la véritable rupture qu'ils introduisent dans le système.

Pourtant, à aucun moment, autant dans les activités limitées par l'organisation syndicale que dans le militantisme, l'activisme, le rituel, les " programmes " des partis politiques qu'ils soient de gauche ou d'extrême-gauche, nous ne retrouvons rien des pratiques communautaires et émancipatrices, des pratiques de rupture de la lutte, rien du germe et du projet de société nouvelle qu'il s'y sont développés.

Il y a là, certes, un rapport avec le fait que ces mêmes partis et syndicats sont incapables d'opérer la critique réelle de la société actuelle; ou avec le fait qu'ambitionnant de supprimer le capitalisme privé, ils entendent conserver et développer l'accumulation d'un capital " public ", toujours fondé sur l'exploitation et l'oppression du travail salarié, sans jamais mettre en cause la masse de travaux socialement inutiles que celles-ci présupposent.

Si partis de gauche, d'extrême-gauche et syndicats désignent la société actuelle du nom de "

société capitaliste ” se plaçant ainsi du point de vue de "exploitation capitaliste du travail -et non de “ société salariale ”, ce n'est donc pas par hasard .

Or la société antique ne fut pas seulement “ antique ” , ce fut celle de l'esclavage. Quant à la société féodale, elle fut celle du servage. La société de classe capitaliste est donc d'abord celle du salariat... Si tant est que c'est le mode d'exploitation, donc d'oppression du travail qui caractérise une société. Par conséquent le socialisme réel ne peut être que celui qui abolit le salariat. Mais syndicats et partis butent sur la définition du salariat.

## I. QU' EST CE QUE LE SALARIAT ?

*Esclavagisme, servage, salariat ... où est la différence ?*

*Le salariat, c'est la forme la plus subtile de l'exploitation et de l'oppression.*

*On se croit “ libre travailleur ” mais on subi l'enfermement au travail tout en n'étant soi-même qu'une marchandise concurrente des autres travailleurs sur le marché du travail. Pour le reste, on es soumis au pouvoir comme à tous les pouvoirs, au soi-disant savoir, à la consommation marchande, l'individualisme, à tous les enfermements, à la vie en miettes enfin.*

\*\*\*

Le salariat, ce n'est pas seulement le salaire, c'est-à-dire la prétendue rétribution du travail, une fois ôtée la plus-value drainant le surtravail extorqué au travailleur. Ce n'est pas non plus la simple exploitation d'un travail qui pourra ne pas être exploité... Non, le salariat désigne un mode particulier -capitaliste -bourgeois- marchand- d'exploitation du travail au moyen d'une oppression elle-même très particulière du travailleur dans son travail et hors du travail. Une oppression qui vise précisément à engendrer le travail sous forme de marchandise, à produire et à maintenir les travailleurs par le biais de ce travail et des institutions sous la forme de simples vendeurs -concurrents entre eux, de leur force de travail. Le salariat nécessite donc des lieux de travail bien coercitifs, bien séparés les uns des autres, bien concentrés ou éparpillés selon les circonstances et selon les impératifs qui ne relèvent nullement de la technologie mais de la réalisation du taux de profit ou de la seule tranquillité du capital face à la résistance ouvrière.

Le salariat nécessite tout un ensemble d'institutions destinées à préparer ou à perpétuer l'oppression du travail et la soumission des travailleurs dans l'existence elle-même. Le salariat, c'est donc le mode d'oppression du travail et de l'existence, nécessaire à l'exploitation capitaliste.

Mais cette définition n'est pas une théorie extérieure à nos luttes. Ce sont elles qui sont porteuses de critique révolutionnaire.

Ce sont elles qui nous montrent que tout pourrait marcher autrement.

Lorsque nous luttons pour des revendications immédiates -contre l'exploitation -ce qui devient essentiel, ce qui prépare la rupture, c'est que nous osons vivre ensemble, que nous commençons à nous associer en dépit de tous les obstacles et de toutes les hiérarchies.

C'est cela qui nous permet de comprendre pratiquement que le salariat repose. sur notre concurrence mutuelle et notre soumission aux pouvoirs :

Concurrents à l'intérieur de l'usine, de la “ boîte ” , au moyen de la division du travail, de la parcellisation des tâches, de l'attachement au même poste de travail toute une vie, de la cotation par poste et soumis aux commandements du capital et du savoir qui lui est allié...

Concurrents sur le marché du travail et soumis à l'Etat...

Concurrents sur les bancs de l'école où nous avons été sélectionnés, notés, soumis à l'autorité du maître-agent de l'Etat, il ne nous restera plus que le “ petit choix >I d'acheter des choses. Et nous serons alors des “ libres ” consommateurs de biens périssables, souvent dangereux, renforçant l'isolement des salariés et perpétuant notre soumission à la puissance de la super-marchandise qui réalise enfin la plus-value extorquée sur notre travail.

Il nous restera encore l'autre “ petit choix ”, celui de voter: nous serons de “ libres ” citoyens votant chaque vingt-huit saisons pour renouveler la tête de l'Etat qui nous opprime et maintenir le règne du travail salarié.

Le travail capitaliste -le salariat -c'est donc un processus qui permet d'extorquer de la plus-value mais aussi du pouvoir, du savoir, de la culture, du temps libre, des loisirs pour les concentrer dans des lieux clos et séparés qui, tous, dominent les travailleurs hors de leur travail : l'Etat, l'Ecole, l'Armée, l'Université, l'Information, la Culture avec un grand C, la Famille, les Partis, la Classe Bourgeoise et ses Alliés...

Le travail capitaliste -le salariat -engendre, exige l'atomisation des travailleurs leur solitude, la division de leur vie au travail et hors du travail, leur soumission institutionnelle, la division entre ce qui serait “ politique ” et non-politique, économique, existentiel; bref l'oppression du travail salarié engendre, exige la décomposition de l'existence des travailleurs.

Notes :

1 /CFDT pour la majorité

2./A la suite du débat public autour du livre, Marx, l'association, l'anti-Lénine, vers l'abolition du salariat ” de Claude Berger Editions Payot, Petite Bibliothèque, No 238, 294 p, 14,50 F, dont les thèses sont reprises ici .

## **LES “ FAUX ” SALARIÉS**

*Le salariat ne comprend pas tous les travailleurs. Ce n'est pas un tout homogène.*

*Les salariés réels subissent exploitation et (ou) oppression et les salariés formels ne les subissent pas: ils en sont même les agents malgré tous leurs bons sentiments.*

\*\*\*

Mais le camp du salariat n'est pas homogène. Pour exploiter et opprimer le travail face à la résistance ouvrière (ou petite paysanne), le capital doit le réputer sans savoir, sans pouvoir,

donc sans “ valeur ”. ( 1) Il tend à concentrer pour lui le travail intellectuel et à l'opposer au travail manuel, au travail productif et opprimé. Il tend à développer un travail indifférencié dont le peu d'intérêt pour les travailleurs ne détenant aucun pouvoir sur leur vie sociale, suscite de multiples manifestations de refus du travail, et par anticipation, de dégoût de l'école, chez ceux qui approchent de la “ vie active ” .

Pour l'instant, les intellectuels au sein du travail salarié ont pour fonction de concevoir les modes et les rapports de travail, les marchandises, les méthodes de vente, les façons de subir la “ culture ”... Ils participent donc à l'agencement de l'oppression du travail et de la consommation qui s'exercent sur les travailleurs. Ils sont donc des agents de l'extorsion de la vie sociale des opprimés. Qu'ils le veuillent ou non ils accumulent ainsi du savoir dans le camp du capital; accumulation qui repose sur l'exclusion des travailleurs, sur un antagonisme avec le savoir collectif que ceux -ci seraient à même de développer au cours d'un processus de lutte généra-le contre le système actuel de production.

Le salariat ne désigne donc pas l'ensemble des salariés. Les salariés réels qui subissent l'exploitation et (ou bien) l'oppression dans le travail, les esclaves modernes du travail indifférencié, perçoivent effectivement, dès qu'ils luttent collectivement, le rôle et les privilèges du travail intellectuel dans la production de leur propre situation. Les conditions d'un ralliement des intellectuels, salariés “ formels ”, ne peuvent passer que par une contestation radicale de leurs fonctions, de leurs privilèges, bref des conséquences de la division du travail et de la production marchande.

Note :

1/ Dans la circulation du capital, le travail intellectuel vit d'une rétrocession de plus-value.

### **PRODUIRE, POURQUOI, QUAND, COMMENT, OU ?**

*On parle souvent de la logique du “ profit ” pour critiquer le type ou la qualité des marchandises livrées et consommées dans le système. Mais il est rare qu'on dénonce la “ logique ” du travail qui en est le fondement. Or pour exploiter un travail, il faut opprimer les travailleurs et de multiples travaux n'ont d'autres raisons d'être que de produire des marchandises socialement inutiles ( du point de vue de travailleurs qui ré-organiseraient la société pour eux-mêmes ), d'agencer des consommations nuisibles et plus encore de gérer l'oppression du travail et de l'existence des travailleurs. Si on supprime tous ces travaux socialement inutiles, si on supprime le salariat, si la société entière est aux mains de communautés fédérées de travailleurs associés trois heures de travail socialement utile, assumées par tous devraient suffire de nos jours.*

*A l'idéologie productiviste, opposons le droit à la paresse ( qui n'est pas le culte individuel de l'oisiveté mais la répartition collective du temps libre et créatif ).*

\*\*\*

De même les salariés “ réels ”, dès qu'ils luttent collectivement, découvrent bien vite l'inutilité sociale de multiples travaux qu'exécute la majeure partie d'entre eux, au regard de la vie et de la construction d'une société qui serait la leur :

A quoi pourrait servir la Sécurité Sociale si tous les soins étaient gratuits, si l' institution

médicale était radicalement transformée, tout comme la vie elle-même, avec les maladies qu'elle engendre?

A quoi pourraient servir tous les postes de travail qui ne font que gérer l'exploitation et l'oppression du travail: bureaucratie, contrôles, police, chronométrage, marketing, banques, etc...

A quoi pourrait servir la majeure partie de la fonction publique s'il n'y avait pas nécessité capitaliste et salariale d'un pouvoir extérieur qui soit concentré pour pouvoir être oppressif .

A quoi pourraient servir ces multiples études et travaux destinés à brûler toutes les énergies possibles, à fabriquer des gadgets sophistiqués et inutiles, pour que se maintiennent les taux de profits capitalistes, dans une société non-salariale vivant des rapports réciproques de développement et d'équilibre avec le milieu naturel ?

Quelle utilité ces multiples métiers du commerce qui agencent le marché international des produits ou le “ développement des échanges ” en raison même de l'extension du marché concurrentiel du travail salarié au monde entier, si précisément, on développait les produits locaux sans souci de l'économie de marché des produits... et des hommes ?

Pourquoi manger des cerises du Cap “ les premières sur le marché ” quand on arrachera ici tous les cerisiers qui ne produiront pas au “ bon moment des cours ” ...

Pourquoi rechercher de l'énergie à tout prix quand les Tours de la Défense sont illuminées pour rien d'autre que signifier la puissance du capital face aux H .L.M .de banlieue ?

Faisons marcher notre imagination critique, démystifions le travail salarié, luttons contre lui ironiquement, collectivement ! Il n'est pas utopique, et c'est même raisonnable, d'estimer que trois heures de travail socialement utile destiné à produire des biens matériels correspondant à des besoins définis collectivement hors de toute nécessité d'exploitation et d'oppression du travail salarié et répartis également pour tous, suffiraient amplement de nos jours...

Il est temps de ridiculiser l'idéologie productiviste qui règne au sein du “ mouvement ouvrier ” prétendu “ organisé ”.

“ Honte ” à ceux qui au nom du “ socialisme ” veulent garder les mêmes modèles de production, d'échange et de consommation.

“ Honte ” à ceux qui au nom de la “ transition vers le socialisme ” entendent promouvoir une augmentation de la productivité, une économie compétitive s'insérant étroitement dans l'économie de marché internationale, c'est à dire dans le processus mondial d'exploitation et d'oppression du travail salarié.

## **LES FAUX “ SOCIALISMES ”**

*Le capitalisme “ public ” qui prétend rayer le capitalisme privé et l'exploitation de classe mais conserve intactes toutes les formes de l'exploitation et de l'oppression du travail salarié: l'usine, la division du travail, la concurrence, le marché du travail et toutes les institutions*

*nécessaires à l'exploitation et à l'oppression du travail salarié au dehors de l'usine ne mérite pas le nom de " socialisme " : c'est un faux socialisme, c'est un salariat d'Etat.*

\*\*\*

La fin de l'exploitation ne peut se borner à supprimer le capital privé et le remplacer par un capital public, en nationalisant par exemple.

Si l'on ne révolutionne pas le travail lui-même et l'existence, si l'on n'oblige pas la production à se soumettre aux nécessités de communautés de base de producteurs associés, si l'on ne détruit pas l'oppression du travail salarié -le salariat dans son ensemble dans le travail comme hors du travail --on va tout droit vers une société nouvelle de classes, un nouveau salariat d'Etat, des produits aussi marchands, des usines identiques, des instances de pouvoir et de savoir aussi oppressives.

Ce salariat d'Etat profitera alors à tous les privilégiés de la division du travail : c'est bien là le sort des pays dits " socialistes ", en premier lieu de l'U.R.S.S... Et comme les travailleurs rechignent dans ce système, la coercition d'Etat dans la production (bureaucratie et technocratie) s'y fait encore plus forte sous l'étiquette de " dictature du prolétariat "

Voilà pourquoi les travailleurs occidentaux éprouvent plus que des inquiétudes devant à un tel système.

La fin de l'exploitation capitaliste ne peut se borner non plus à l'" autogestion " de la société actuelle en aménageant les aspects les plus voyants de l'oppression du travail ou celle de l'Etat et des institutions, (y compris les syndicats et les partis) comme nous le proposent les patrons, actuellement les Giscardiens éclairés, ou des partis à prétention socialiste.

Au moment où la crise du travail salarié et des institutions nécessaires au salariat (famille, école, armée, prison, Etat) se développe, on voit en effet fleurir des thèmes de cogestion, d'" autogestion ", de participation, c'est-à-dire de multiples essais d'intéressement des travailleurs à une exploitation et à une oppression auxquelles ils ne " mordent " plus.

Ceux qui prétendent contrebalancer les effets d'un capitalisme d'Etat par des phénomènes d'" autogestion " à tous les niveaux en libéralisant le " modèle soviétique " et en soutenant ici le Programme Commun de façon " critique " ne rompent donc pas plus avec le salariat.

Pour le rompre, il ne suffit pas de se livrer à une critique vague de la production " pour le profit " en défendant des produits prétendus " sociaux " et " collectifs " mais en fait décidés par l'Etat et sa bureaucratie, quelle qu'elle soit.

C'est le travail, c'est l'usine, c'est le bureau, c'est le mode actuel de production - dont l'usine est le modèle - qui sont en cause.

La critique de l'économie de marché des produits est donc inséparable de la critique de l'économie de marché des hommes, inséparable de la critique de la division forcenée du travail, de la décomposition de l'existence des travailleurs sous le coup des prétendues " nécessités économiques de la production ", des institutions et de l'Etat.

Abolir le salariat, c'est révolutionner en même temps le travail, la production, l'existence, le pouvoir et le savoir.

C'est se placer avant tout du point de vue de l'exploitation et de l'oppression du travail salarié.

## II. LA REVOLUTION CONTRE LE SALARIAT

*L'essentiel dans nos luttes, c'est que nous sommes obligés de nous associer tout en arrêtant le travail oppressif au cours de nos grèves émancipatrices. On met fin alors, pour un moment, à la concurrence mutuelle, à la soumission aux pouvoirs et aux savoirs, à notre atomisation, à notre vie en miettes.*

*Notre vie collective, ainsi recomposée par la lutte, pour lutter, c'est déjà un embryon de la communauté des producteurs associés, (avec ses nouveaux besoins collectifs)...*

*NB: (c'est là où Lip nous monte aux lèvres)*

\*\*\*

Mais comment ? Comment sortir de la critique abstraite, pour transformer pratiquement l'existence ? :

En analysant la réalité des luttes, la réalité de nos luttes. En quoi annoncent-elles un monde nouveau, en quoi permettent-elles d'avancer en pratique vers une telle révolution ?

Plus loin, comment inclure la rupture avec l'économie de marché et le salariat dans nos luttes elles-mêmes et, au-delà, dans un mouvement permanent ?

Tout d'abord si la lutte sur le plan du travail et de la production est primordiale parce qu'elle met en jeu les producteurs réels les plus exploités et les plus opprimés, parce qu'elle lèse directement le capital, les luttes anti-institutionnelles qui mettent en jeu principalement des couches de la petite bourgeoisie radicalisée ou refusant les rôles d'oppression que le système leur fait assumer, ne sont pas secondaires. Les unes et les autres constituent deux versants de la lutte contre le salariat conçu en tant que système social d'oppression.

Ensuite, que se passe-t-il généralement au cours du déroulement d'une grève où les travailleurs font preuve d'autonomie vis-à-vis des hiérarchies syndicales ou patronales, décident collectivement la conduite de la lutte en assemblée générale et n'hésitent pas à s'émanciper en occupant les lieux de travail, en séquestrant les adversaires, en vivant collectivement le moment du conflit ?

Quelle que soit la façon dont le conflit éclate, les travailleurs formulent toujours des buts revendicatifs qui marquent une volonté de résistance contre l'exploitation capitaliste: que ce soit pour des problèmes d'horaires, de salaires, de rendement, de conditions de travail ou de sécurité, ils luttent pour faire respecter ou valoir plus cher le prix de leur force de travail. C'est une lutte permanente. Cette lutte revendicative contre l'exploitation, c'est la lutte de classe pure et simple. C'est une donnée de la société capitaliste.

Mais cette défense des intérêts immédiats du prolétariat, si elle est nécessaire, est-elle pour autant porteuse de changements profonds et durables ? Non seulement dans l'exploitation du travail mais également dans l'oppression du travail et de l'existence ?

Certes non! Cette lutte pour les intérêts de classe, inéluctable et nécessaire, cette défense ouvrière du prix et des conditions de vente de la force de travail est en soi un moment de la reproduction capitaliste: plus les travailleurs luttent, plus le capital tend à investir dans des machines pour accroître la productivité, en renforçant la division du travail et son indifférenciation (1) et plus il tend également à exploiter du travail dans d'autres zones, tout en créant de nouveaux besoins et de nouvelles marchandises.

Si la lutte de classe revendicative est un moment de la reproduction du système, si la lutte contre l'exploitation n'est pas forcément la lutte contre l'oppression du travail et de l'existence, qu'est-ce qui est essentiel ?

C'est le fait que pour lutter, les travailleurs sont obligés de s'associer en faisant cesser pour un temps le travail au cours de la grève émancipatrice. Ils mettent fin à leur concurrence mutuelle, à leur soumission aux pouvoirs et aux savoirs, à leur atomisation et à la décomposition de leur existence. Ils sont obligés de vivre collectivement en mettant en commun leurs biens, une volonté commune, une imagination créative. C'est cet embryon de communauté de lutte qui porte en germe un monde nouveau: celui de la communauté des producteurs associés. A l'état de tendance, elle implique la répartition égalitaire du travail, le partage des tâches agréables et désagréables et des travaux réclamant des intensités différentes, la maîtrise égalitaire de la division du travail, la fin de l'usine et du bureau en tant que lieux clos, en tant que machines essentiellement capitalistes.

A l'état de tendance, elle implique une recomposition collective de l'existence, la définition de besoins collectifs d'une autre nature. Elle est donc antagoniste à l'Etat, à tout Etat. Pratiquement elle fait cesser la division arbitraire, artificielle entre le travail et les institutions, entre l'"économique", le revendicatif, l'existential, le culturel, et le politique.

...Mais au fait, si la grève des travailleurs de chez Lip a suscité tant d'espoir et d'exemples parmi les travailleurs et tant d'interprétations manipulatoires parmi les politiciens et les syndicalistes de la hiérarchie, n'est-ce pas parce que la communauté de lutte affrontait directement, par son existence même, l'Etat et les institutions existantes ?

L'essentiel, c'était que la communauté de lutte faisait remarquer la production pour continuer sa lutte avec les machines soustraites clandestinement et non le fait que les travailleurs produisaient par eux-mêmes :

On se doute bien que chacun peut produire sans flic ou technocrate derrière son dos! Or, aujourd'hui la grande entreprise de récupération du patronat moderniste et de ses technocrates de gauche insistent sur cet aspect de réintégration dans la production marchande et dans le salariat avec un sourire entendu, disant vous voyez: " ils en veulent " ! D'où la démagogie actuelle sur les coopératives ouvrières " autogérées " pour reprendre en main des secteurs que le capital ne juge plus " productifs "

Mais un consensus syndical, patronal et politique - celui du silence- s'établit sur l'essentiel de la lutte, sur le fait que, partant d'une lutte revendicative, les travailleurs ne sont associés et qu'en luttant par l'association, ils étaient à deux doigts de lutter pour l'association: pour des rapports de société sans classes, pour une société abolissant le salariat.

La classe ouvrière n'est donc pas révolutionnaire par miracle, elle ne le devient qu'en luttant



par l'association puis en luttant pour l'association (2) pour maintenir les communautés de lutte au-delà du caractère local et momentané des conflits. Non pas pour constituer des coopératives ouvrières, ni des communautés marginales, mais des sociétés de lutte contre le salariat- des associations intégrant des travailleurs d'autres usines, d'autres branches de production, des paysans radicalisés, des intellectuels (individuellement) en rupture, et se coordonnant entre elles, vivant dès aujourd'hui différemment pour imposer demain le règne des communautés fédérées, de producteurs associés, organes de pouvoir, d'existence et de production radicalement antagonistes au salariat et à l'Etat. (3).

Notes:

1 / La réponse de Lelong, ministre des PTT, au mouvement de lutte des postiers se borne à ceci: développement du tri automatique.

2 / On passe ainsi de la lutte pour des intérêts de classe à la lutte révolutionnaire de classe (pour des rapports de sociétés sans classe)

3/ En se basant sur le caractère autogéré de la lutte initiale, réapparu en 1968, certains conçoivent un même processus en lui donnant alors le nom d'autogestion communiste (voir plus loin)

## SYNDICATS ET PARTIS

*Les syndicats défendent le prix de notre travail et les partis qui déclarent nous défendre “ politiquement ” veulent nous représenter à la tête de l'Etat qui dirige tout le système d'oppression de notre travail et de notre existence.*

*D'un côté ce qui serait économique ”, de l'autre ce qui serait “ politique ”... là-haut. Partis et syndicats mettent eux aussi notre vie en miettes: ils reproduisent encore le système. Nous pensons que c'est la vie collective recomposée par la lutte et pour lutter qui est porteuse d'une véritable pratique politique populaire antagoniste au travail et à l'Etat comme à tous les “ spécialistes ” qui s'agitent autour des temples.*

\*\*\*

A quoi répond la division entre syndicat et partis ?

Le syndicat s'est institutionnalisé sur la base de la lutte revendicative du prix de la force de travail. Un appareil permanent est en place, une organisation constituée par des liaisons verticales par branches d'industrie défend le statut du travail salarié.

A aucun moment, il ne remet en cause pratiquement le salariat et la décomposition de l'existence des travailleurs. Il tend à contrôler toute tendance de ceux-ci à l'autonomie et à imposer sa médiation comme forme de liaison entre eux. Il refoule toute tendance à la communauté de lutte et tout approfondissement de ses pratiques, tout thème de lutte contre le travail. En bornant la lutte à sa finalité immédiate, revendicative, “ économique ”, il appelle donc une autre spécialisation :

Celle de la politique des partis dits “ ouvriers ”, fondés eux aussi sur la constitution d'un appareil extérieur aux luttes, antagoniste à leur contenu anti-salarial et anti- étatique.

Car ces partis, qu'ils se veulent légalistes ou à prétention insurrectionnelle “ le moment venu ”, se targuent du fait que le syndicat ne peut lutter que dans le domaine “ économique ” - revendicatif pour prétendre “ traduire ” en termes “ politiques ” la défense des intérêts des travailleurs.

Ils revendiqueront alors de mettre un Etat, la production capitaliste, l'usine, l'école, la famille, l'armée... “ au service des travailleurs ” sans jamais faire apparaître que ces formes ne pourront jamais être “ à leur service ”.

Là non plus il n'est pas question, pour les partis, de favoriser l'apparition et le maintien des communautés de lutte contre le salariat, leur développement en un mouvement permanent, mais, plus grave, il n'est jamais question que la classe ouvrière se transforme en classe révolutionnaire, en classe de l'association niant les rapports de production de la société salariale.

Bref, syndicats et partis s'insèrent étroitement dans les divisions de la société existante, divisions entre ce qui serait “ économique ”, existentiel et, “ politique ”. Ils proposent donc toujours le maintien de la production capitaliste et de la politique en tant que sphères séparées. C'est pourquoi leurs projets sont toujours des projets de conservation du salariat; ils s'avèrent incapables de concevoir la transition socialiste réelle: la révolution du mode de production et d'échange, de pouvoir et d'existence. S'il ne s'agissait que de leurs projets, ce serait un moindre mal: mais leurs pratiques vont sans cesse dans le sens de l'étouffement des communautés embryonnaires de lutte, dans le sens de la division des instances économiques, politiques et institutionnelles, dans le sens du refus de l'autonomie et des pratiques anti-salariales et anti-étatiques de la classe ouvrière.

Si consciemment, ils militent vers un capitalisme d'Etat, donc vers un salariat d'Etat qui profiterait à tous les permanents et à toutes les hiérarchies du travail, s'ils sont anti-capitalistes s'agissant du capitalisme privé, ils sont en fait pro-capitalistes, s'agissant du capital “ public ”.

## **ASSOCIATION ET AUTOGESTION COMMUNISTE**

Pour désigner ce même contenu associationniste, communautaire, anti-salarial des luttes, certains lui donnent le nom d'autogestion communiste. Comme le terme autogestion seul, peut avoir des sens différents et équivoques, l'adjectif communiste indique qu'entre ces luttes à tendance autogérée, autonome, et le communisme réel, il y a continuité.

Autrement dit, que l'on désigne un tel processus ininterrompu du nom d'association ou d'autogestion communiste, l'important est d'impliquer la rupture sociale dans l'auto-organisation de la lutte elle-même : la destruction de l'Etat, du salariat, de l'économie de marché, de l'argent. Ces termes ne peuvent donc se satisfaire de pragmatisme, d'opportunisme ou de composition.

La notion d'autogestion communiste ainsi identique à la notion d'association, supposant la même rupture avec les pratiques syndicalistes, partidaires et intellectuelles du système, n'a donc rien à voir avec la notion d' “ autogestion ” communément répandue par les appareils ou certains idéologues.

Ce n'est pas seulement une bataille de mots. La frontière passe immédiatement dans la pratique.

La notion d'autogestion communiste, la notion d'association, récusent toute attitude qui ne reconnaît pas la nécessité de favoriser le développement d'un mouvement d'associations ouvrières. Elles récusent encore toute idéologie qui vise à faire croire à une “ transition ” possible vers un prétendu “ socialisme ” ou à l'octroi progressif, à plus ou moins long terme, par “ étapes ”, par degrés, d'une “ autogestion ”, dont la confusion cache mal ce qu'elle est: une adaptation au salariat en crise et à l'économie de marché, qui tend tout simplement à compenser les défauts les plus visibles du salariat centralisé d'Etat (style U .R.S.S. ou Hongrie), en préservant de façon plus ouverte les jeux du marché et de la compétition.

Enfin le mot “ autogestion ”, employé seul, désigne en Yougoslavie, où il est né bien avant mai 68, un système original et complexe. Cependant l'encouragement à l'économie de marché, fondamentalement aliénatrice, en fait une réalité sans rapport avec l'autogestion communiste qui ne peut être qu'une conquête de l'activité autonome des travailleurs et non le résultat d'une décision d'un appareil d'Etat ou de parti, même animé des meilleurs sentiments anti-bureaucratiques. La pratique des dirigeants yougoslaves, leurs louvoiements, sont antagonistes avec l'auto-émancipation du prolétariat.

Pour conclure, aucune des théories ou des pratiques en cours de l'“ autogestion ” ne sauraient dispenser d'ajouter à ce mot l'adjectif communiste si l'on veut lui faire désigner le contenu émancipateur des luttes- dont celles de 1968 -et le mouvement d'émancipation anti-salarial, hors des discours récupérateurs de toutes sorte. C'est en ce sens qu'“ autogestion communiste ” et “ association ” sont synonymes.

## STRATÉGIE

*Au nom de l'autonomie du prolétariat, quelques groupes se livrent à la critique des “ partis de la classe ouvrière ” et créent un parti qu'ils prétendent à leur tour “ révolutionnaire ”. Souvent, le plus souvent, de telles sectes, concurrentes, directionnelles, oublient que l'auto-émancipation des travailleurs, pour être réelle, doit avoir un contenu anti-salarial, anti-étatique et comporte des exigences de coordination autonomes qui ne peuvent s'accommoder de pratiques partidaires ou de projets proches d'un capitalisme d'Etat même à titre transitoire.*

\*\*\*

De nombreux stratèges d'extrême gauche applaudissent à chaque nouvelle manifestation d'autonomie ouvrière ou petite paysanne. Mais ils ne conçoivent pas pour autant les perspectives, le contenu et les exigences d'un tel mouvement.

Le plus souvent, ils restreignent le sens du mot “ révolution ” à celui de prise du pouvoir d'Etat. Prise, au lieu de destruction, car ils ne mettent pas en rapport le rôle conjoint de l'Etat et du travail salarial. Pour eux, le réformisme n'a pas le sens de conservation du salariat, mais uniquement celui de l'abandon de la défense dure ou violente, autonome, des “ intérêts ” de la classe ouvrière.

Ils ne s'attachent alors au mot “ autonomie ” des luttes ouvrières que par rapport aux organisations social-démocrates du PS ou du PC et ils évitent de considérer le contenu anti-

salarial des embryons de communautés de lutte. Au lieu de travailler à l'apparition d'une nouvelle forme de liaison et d'organisation (ni syndicat, ni parti) sur la base de communautés de lutte contre le salariat, que développeraient les travailleurs eux-mêmes, ils prétendent toujours constituer " le parti de la classe ouvrière ". Au lieu d'appuyer la classe ouvrière à se constituer en son propre parti: celui des pratiques antagonistes à toutes les formes de l'existence salariale, celui qui abolit tout parti et toute politique, ils ne peuvent envisager qu'un travail à court terme, sans originalité réelle, visant à " déborder " l'union populaire, c'est-à-dire en fait l'union des appareils de gauche: les appareils gauchistes ne se déterminent alors que par rapport à une théorie et une interprétation de l'histoire des PC et de la social-démocratie et jamais par rapport au mouvement réel de l'autonomie prolétarienne. Aussi ne vont-ils engendrer que des sectes refaisant toujours l'histoire en idées depuis la " genèse " en 1917 du mouvement des partis dits " communistes ". De là un nombre de sectes à la mesure des trois ou quatre figures de Trotsky, des deux ou trois de Mao, des une ou deux de Staline et toujours fidèles au père putatif de la lignée, Mr Lénine.

Mais on ne peut ni refaire l'histoire, ni déborder un " mouvement " orchestré par des appareils et destiné à faire stagner la classe ouvrière dans le domaine du revendicatif et des " intérêts immédiats de classe ", en l'invitant à réclamer un Etat " au service des travailleurs ".

Par contre, il est possible à long terme de favoriser un mouvement permanent d'émancipation du prolétariat, d'associations ouvrières faites de pratiques et non d'idéologies, un mouvement défendant son autonomie et son contenu anti-salarial et échappant à la logique de la division opérée par les partis et les syndicats, qu'ils fussent de gauche ou gauchistes.

## LA CRISE DU SALARIAT

*Un mouvement anti-étatique, anti-salarial est-il possible aujourd'hui ? Oui, si l'on a bien dans la tête que toute la littérature sur la crise " économique " veut nous faire prendre notre mal en patience. La crise réelle est une crise du système salarial provoquée par nos luttes contre l'exploitation et par nos luttes contre l'oppression du travail: refus du travail, absentéisme, grèves dures et émancipatrices, crise des institutions, expriment autre chose que la simple revendication.*

\*\*\*

Existe-t-il une base objective pour le développement d'un mouvement anti-étatique et anti-salarial ?

A notre sens, oui. Non pas du fait que le capitalisme est " en crise ". Le capitalisme vit toujours un certain nombre de contradictions et la crise est son état naturel de prolifération. La lutte des classes revendicative est son moteur et il doit toujours veiller à trouver un marché pour ses produits en même temps qu'un marché avantageux du travail: sa seule, sa vraie matière première. Mais comme les possibilités de consommation des travailleurs sont toujours trop limitées au regard de la capacité productive du capital, ou soit que le capital rencontre quelque difficulté en raison de la tendance des travailleurs à faire valoir plus cher le prix de la force de travail, il s'ensuit périodiquement des goulets d'étranglement: surproduction momentanée de produits et là, le capital se met à les détruire; ou suraccumulation du capital en attente de taux de profit meilleurs, et là le capital détruit des forces productives et restructure ses marchés.

La " crise " actuelle est due à une suraccumulation de capital qui ne trouve pas de zones de travail rentable où s'investir du fait du cycle trop rapide des luttes revendicatives en Europe,

cycle qui a des effets en retour sur le capitalisme américain, lui-même déjà en mal de suraccumulation.

Mais cet obstacle surmontable que trouve le capital sur son chemin laisse paraître que la “ crise ” actuelle n'est pas -moins que jamais -seulement économique (1) :

C'est celle de l'oppression du travail salarié lui-même. Nombreux sont les salariés exploités et opprimés qui ne voient plus l'intérêt de sacrifier leur vie sur l'autel de la religion productiviste du capital et cette crise de rentabilité capitaliste du travail affecte autant les capitalismes d'Etat que les capitalismes privés.

Refus du travail, absentéisme, grèves dures et émancipatrices, crise des institutions expriment autre chose que la simple revendication et posent problème au développement du capital, qui doit y réfléchir à deux fois avant de se “ placer ” dans un lieu géographique ou dans un secteur de production.

En dépit de ce que pourraient faire croire bon nombre d'échecs enregistrés par les luttes ouvrières, la combativité est grande. Ces échecs sont d'ailleurs souvent à imputer à l'inadéquation des stratégies syndicales dans la conjoncture nouvelle de la crise, face à son caractère économique aussi bien que face à son caractère profond, de crise du système salarial.

Finalement, la défense exclusive du prix de la force de travail et de l'emploi par syndicats sans pratiques révolutionnaires de rupture ne peut qu'aiguïser la crise sans en donner les seules solutions possibles pour les travailleurs :

Inclure l'abolition du salariat dans le processus de lutte lui-même.

Baisse des taux de profits, crise de la formation de la “ valeur ” dans le travail et par là crise du salariat: les syndicats sont en fait désarmés, sur la défensive. Leur coordination verticale et leur conception étroitement revendicative (en dépit des articulations qu'elles envisagent avec la politique) retentissent sur les axes revendicatifs eux-mêmes. Inversement, si un mouvement anti-salarial conséquent existait, les thèmes revendicatifs pourraient amorcer la rupture anti-salariale. Au lieu de lutter “ pour l'emploi ” quitte à défendre des productions sans faire la critique du produit, au lieu de s'opposer à la “ restructuration capitaliste ” du moment, sans lutter contre la structuration capitaliste de la production dans son ensemble, des revendications de rupture, telles que celles défendues par les comités italiens pourraient être défendues: rémunération détachée de la production et garantie égale pour tous, détaxation immédiate des logements et des services liée à la rémunération .

De plus, dans l'état actuel des choses, les luttes anti-institutionnelles restent prisonnières de leurs couches spécialisées, de même que les luttes ouvrières restent prisonnières de leurs usines.

Les conditions objectives pour qu'apparaisse et se développe un mouvement “ anti-salarial ” généralisé sont pourtant réunies. En témoignent les multiples tendances à la recomposition collective de l'existence qui se manifestent au cours des luttes. L'idée elle-même commence à être répandue. Enfin des groupes issus du gauchisme en viennent à faire la critique de leurs propres pratiques groupusculaires (après celle du réformisme) par rapport au mouvement réel

et à ses exigences. Enfin et surtout de nombreux travailleurs s'interrogent sur la base de leurs propres luttes, sur celles des travailleurs de LIP, de Pologne, du Chili, du Portugal...

Note:

1/ Il est assez risible d'assister au “ devoir ” que le capital tend aux “ économistes ” des partis de gauche:

Trouver des “ solutions ” à la crise économique. Et ceux-ci d'imaginer de nouveaux marchés, de nouveaux produits... !

Style PS : “ ...faisons des multinationales nationales pour être compétitif ”

Style PC: “ ...relançons la consommation “ nationale ” ! ...donc tentons de relancer la productivité du capital! ”

### III. LE MOUVEMENT D'EMANCIPATION DU SALARIAT

(...Ou émancipez-vous les uns, les autres...)

...

*Aidez à constituer une communauté de lutte face aux pratiques partidaires, répandre les rêves collectifs, développer l'auto-analyse collective de la lutte...*

*C'est le regroupement de plusieurs communautés de lutte maintenues au-delà des conflits, dans des lieux différents (entreprises, quartiers, campagnes) qui constituera l'association.*

*Il y a de nombreux obstacles, car les couches sociales et les catégories socio-professionnelles, du fait de leurs places et de leurs fonctions différentes dans le salariat ont le plus souvent des contradictions entre elles.*

\*\*\*

Pour envisager un tel mouvement, il faut partir de la réalité communautaire des luttes. Celle qui brise un temps l'oppression du travail et les divisions suscitées par le salariat au sein des travailleurs. ...Sans se laisser impressionner par le poids actuel des appareils syndicaux et politiques.

Ces communautés de lutte naissent également hors du travail, dans les luttes de quartier contre les expulsions ou contre les effets d'un urbanisme qui inscrit dans les faits la décomposition de l'existence des travailleurs voués au “ logement social ”, aux quartiers de déportation, aux transports, aux loisirs marchands, à l'isolement, à la domination par la route, la concentration automobile, l'architecture massive, symbole de la puissance de l'Etat et du “ monde des affaires ”.

Quel que soit le type de lutte, la tâche essentielle est d'aider à constituer une communauté de lutte face aux pratiques partidaires, et de faire en sorte que le rêve collectif des luttes, leur véritable inconscient débouche sur une auto-analyse collective. Ainsi la communauté née de la lutte aura quelque chance de se maintenir au-delà du conflit tout en découvrant son véritable contenu anti-salarial et anti-étatique.

Sans jamais quitter la bataille pour les intérêts immédiats, elle pourra mener de front la

critique concrète des divisions du travail salarié et de l'échange marchand. En définissant des besoins collectifs nouveaux - alimentaires, vestimentaires, culturels, architecturaux, éducatifs – elle pourra développer parallèlement des réseaux d'échange non marchand de produits, de mise en commun d'instruments, d'expériences sur la base d'un contrôle par tous de la division du travail.

La communauté de lutte suppose donc des liaisons étroites avec d'autres producteurs en lutte. Elle ne pourra pas se considérer comme une forme achevée ni se limiter à son lieu d'origine. Sinon elle serait toujours déterminée par la division capitaliste du travail, par la soumission au pouvoir. Elle devra donc se lier à d'autres communautés de lutte dans d'autres branches ou secteurs, de façon à susciter des formes d'association capables de dépasser la retombée toujours possible dans le corporatisme, le sectorialisme .

Autrement dit, c'est le regroupement de plusieurs communautés de lutte maintenues au-delà des conflits, dans des lieux différents (entreprises, quartiers, campagnes...) qui constituera l'ASSOCIATION :

Un embryon de la future communauté des producteurs associés.

Les associations ainsi constituées coordonneront leurs échanges, leurs expériences, leurs luttes. Elles pourraient trouver autonomie et interdépendance sur une base de fédération. C'est à partir des mêmes principes que l'on envisagera des pratiques internationalistes.

### **Les obstacles**

Ils sont nombreux et de taille.

Il y a d'abord les divisions spontanées du système entre l'économique, le politique, l'existential, et les soumissions qu'elles entraînent à l'ordre bourgeois du travail et de l'existence. Or, dès qu'une lutte est terminée, cet ordre reprend le dessus et avec lui les pratiques syndicalistes et partidaires qui ne font que l'entériner.

Après la lutte, et comme à l'entr'acte, se revendent les programmes du salariat “ ouvrier ” .Des programmes qui conservent tous l'économie de marché, les entreprises et “ n'imaginent ” si l'on peut dire que l’“ autogestion ” ou le “ contrôle ouvrier ” sur des unités de production déjà déterminées par la logique du salariat et du capital.

Ensuite le regroupement associatif qui suppose une critique collective du travail salarié, et ses divisions, de l'opposition entre travail intellectuel et manuel, entre ville et campagne, implique une confrontation intercatégorielle (travailleurs indifférenciés, ouvriers professionnels, employés, petits paysans, intellectuels désireux de rompre avec le système. Confrontation qui ne saurait escamoter les différences, voire les contradictions, entre les couches sociales considérées.

Dans quelles conditions le regroupement associatif fonctionnera-t-il effectivement comme un instrument d'émancipation des salariés réels les plus exploités et les plus opprimés ? Pour y répondre, il faut étudier le rapport entre leurs luttes et celles que peuvent mener d'autres couches sociales sur des fronts a priori séparés.

Enfin, troisième obstacle qu'il faut aussi analyser, c'est celui de la division qui semble à son tour " naturelle " entre les luttes sur le " front " du travail et celles sur le " front " des institutions.

### **Sortir de l'usine, sortir de l'institution**

L'esquisse d'association née dans la lutte porte en elle la négation du travail socialement inutile. Mais sa tendance à la recombinaison collective de l'existence porte en elle la négation des institutions (Etat, famille, école, etc.) .Les luttes anti-institutionnelles apparaissent bien alors non pas comme des " fronts secondaires " mais comme des points nodaux de la crise de la société salariale et de ses machines à opprimer: même si elles restent étroitement dépendantes des couches sociales -souvent petites bourgeoises -qui les animent. Mais du même coup, tant que de telles luttes ne trouvent pas les formes d'un ralliement concret aux luttes révolutionnaires de classe et aux travailleurs qui les mènent, elles offrent un terrain d'adaptation pour la bourgeoisie qui a intérêt à opposer les unes aux autres. Et en effet, faute d'une liaison concrète avec les luttes sur le plan économique, les initiatives anti-institutionnelles sont souvent ressenties au sein de la classe ouvrière et de la petite paysannerie comme des révoltes de privilégiés, même quand celles-ci remettent en question certains privilèges.

Tout comme les luttes émancipatrices ont à répondre à ceci: comment se maintenir après la lutte, comment sortir de l'usine, les luttes anti-institutionnelles ont à répondre à cela: comment sortir de l'institution, comment sortir des préoccupations de la petite bourgeoisie, même radicalisée.

...

La lutte des femmes a pu faire dans une certaine mesure exception, mais les autres luttes sont restées généralement sectorialisées. Le Lycée, l'Université, étouffent en eux-mêmes ; la lutte au sein de l'armée débouche sur la syndicalisation ; la lutte du MLAC butte sur le problème de la médicalisation, donc sur celui d'une contestation globale des conditions d'apparition des maladies, de la distribution des soins, et du rôle du système de santé.

Les conditions du déblocage de ces luttes, seront réalisées lorsqu'existeront des associations ouvrières et paysannes ayant pour axe la recombinaison collective de l'existence des salariés réels.

C'est même dans un tel creuset que l'on pourra résoudre correctement la question de la petite et moyenne bourgeoisie intellectuelle. On a défini ici sa fonction.

Les salariés formels conçoivent les produits, les procès de travail et de vente, donc agencent l'oppression du travail et de l'existence pour les salariés réels. Ou'ils soient dans la production ou dans l'administration, ils participent objectivement à l'extorsion de pouvoir, de savoir, de temps libre, de privilèges sur les salariés réels.

Une partie de cette petite et moyenne bourgeoisie intellectuelle sans capital, placée en spectatrice de la lutte des salariés réels contre les exploités en titre, a tendance à prendre fait et cause pour la lutte des premiers. Elle trouve là des raisons de vivre que ne lui donne pas le système, tout en projetant une image de la révolution propre à remplacer les religions perdues. Cette image masque sa fonction dans le système d'oppression.

Parmi elle, certains investissent leur énergie dans la constitution d'appareils s'auto-proclamant révolutionnaires, où, comme par hasard, figurent peu de travailleurs, mais bien peu se livrent



à des pratiques de rupture réelles, à des contestations en actes de la division du travail, de la fonction d'oppression propre au “ savoir ” qu'ils détiennent. Bien peu ont en fait noué des relations avec des milieux sociaux différents. Les plus mal-à-l'aise dans les rôles d'oppression, conscients que le gauchisme groupusculaire fonctionne comme une institution, ont, dans ces conditions tendance à se marginaliser en recréant un milieu fermé sur lui-même.

Si des associations ouvrières et paysannes se développaient, le fait que des intellectuels mettent leur savoir “ à leur service ” ne pourrait suffire s'il n'y avait pas aussi permutation des tâches et élaboration collective de nouveaux savoirs culturels et technologiques. Un savoir ne portant pas l'exclusion des autres en lui-même. Une culture faite par tous et pour tous.

L'association ouvrière et paysanne intégrera les salariés formels intellectuels à titre individuel dans la mesure où leur pratique ne remettra pas en cause la prédominance des salariés réels.

### **ALLIANCE OU DISPARITION DES CLASSES ?**

*C'est la constitution d'une association ouvrière, paysanne et anti-institutionnelle qui est la condition de la disparition des classes et de l'abolition du salariat. Disparition et non alliance des classes. La théorie des alliances de classes nécessaires au prolétariat pour la transition au socialisme, selon la chanson connue, cache la fable suivante:*

*Quand un mangeur et un mangé s'allient pour aller au “ socialisme ”, ce “ socialisme ” c'est le salariat d'Etat et les mangés ce sont les travailleurs. Quant aux mangeurs, quelques capitalistes privés en moins, ce sont les technocrates, les bureaucrates, les savants, bref tous les bourgeois du travail, qui tiennent les postes dominants de la division du travail aujourd'hui.*

\*\*\*

Oui dit “ alliance de classes ” dit respect des situations de classes et donc - toujours - domination d'une classe sur une autre. Oui dit “ alliance de classes ” refait le coup du mangeur et du mangé. Et t'histoire montre cruellement que les mangés - jusqu'ici - ont été les travailleurs !

La “ tradition ” - bien mauvaise - qui au nom d'une “ théorie des alliances de classes nécessaires pour la transition au socialisme ” prétend réunir pour les faire converger plusieurs intérêts de classes différents en proclamant “ le parti ” comme conscience “ supérieure ”, “ politique ”, de l'intérêt “ commun ” anti-capitaliste cache mal son propos: elle respecte la division capitaliste du travail et les couches privilégiées que celle-ci engendre. L'alliance “ anti-monopoliste ”, l'unité “ populaire ”, le ralliement de la petite et moyenne bourgeoisie aux “ intérêts de classe ” du prolétariat ne sont que l'alibi de la collusion de ces couches petites et moyennes bourgeoises avec la bureaucratie du mouvement ouvrier, pour l'instauration d'un salariat d'Etat.

D'ailleurs dans les luttes, sauf à de rares moments, l'intérêt “ anticapitaliste ” global n'a rien d'évident dans les situations concrètes. Pas plus entre OS et OP, lorsqu'il s'agit de lutter pour des avantages catégoriels, qu'entre paysans et ouvriers, qu'entre ceux-ci et les intellectuels. Entre ces couches et classes, il existe des contradictions d'intérêts catégoriels, qui ne peuvent s'effacer par l'opération du Saint-esprit.

On l'a vu, les travailleurs - salariés réels - ne deviennent révolutionnaires qu'en constituant - au cours de leurs luttes pour des intérêts immédiats - des associations permanentes. C'est en se ralliant à ces associations, conditions mêmes d'une émancipation collective de la division du travail et de la disparition des classes, que les petites et moyennes bourgeoisies perdront leur caractère de classe ainsi que le prolétariat d'ailleurs, mais sans risque ici pour lui d'être subordonné au cours du processus.

### **La question paysanne**

La paysannerie n'est pas un tout homogène, loin de là. D'un côté, les ouvriers agricoles soumis à un capitalisme agraire direct. D'un autre, des paysans pauvres refusant l'endettement, et travaillant à bas prix, pour ne pas quitter la terre, puis des paysans modernisés, endettés et exploités pour une partie ou pour le tout de leurs productions par les industries agro-alimentaires (voire coopératives) et enfin des paysans petits patrons et des grands exploitants capitalistes. Quoi qu'il en soit, la couche de paysans modernisés n'employant pas de travailleurs salariés, et celle des paysans pauvres ne sont pas opprimées de la même façon que les prolétaires "démunis de tout". Ce sont encore des producteurs directs pour une partie de leurs produits, propriétaires et responsables de leurs moyens de production. Même s'ils se rapprochent des prolétaires parce qu'exploités, ils sont liés aux caractères formels de l'entreprise capitaliste. De plus cela les distingue encore des prolétaires, ils sont disséminés et peuvent difficilement avancer ou maintenir dans leurs luttes des rapports d'association communiste, susceptibles d'intégrer les autres couches.

Le capital comprend fort bien son intérêt à entretenir les contradictions et la diversité de la condition paysanne. Tirant parti du fait qu'il se heurte à l'obstacle de ne pouvoir pour l'instant indifférencier totalement le travail agricole, il joue sur plusieurs tableaux: en entretenant l'illusion d'une promotion patronale des paysans modernisés; en faisant des efforts pour maintenir les populations restantes disséminées, afin de leur faire remplir des activités qui lui sont nécessaires (la ré-oxygénation et la recombinaison de la force de travail des citadins, la mise en place de réseaux de nourriture naturelle, de "luxe", pour les privilégiés, le maintien d'un minimum d'équilibre du milieu naturel). Ces efforts visent à limiter l'exode rural. Ils visent aussi à industrialiser les campagnes.

Dans ces conditions, la lutte revendicative du prix de la force de travail des paysans pauvres ou modernisés au moyen de syndicats durs se différenciant des syndicats du néo-capitalisme paysan, ne peut suffire à dresser des perspectives révolutionnaires. Pas plus qu'un syndicalisme "dur" qui, en milieu ouvrier, voudrait prétendre opposer une alternative au réformisme.

Ici encore, c'est la liaison de noyaux de lutte paysans avec des associations ouvrières qui peut résoudre les contradictions de la paysannerie.

C'est ensuite la constitution d'associations ouvrières et paysannes permanentes intégrant d'autres noyaux de lutte urbains, anti-institutionnels intellectuels qui permettra de vivre autrement et, parallèlement, (sans jamais quitter le terrain de la lutte contre l'exploitation), de susciter des luttes de type nouveau contre le salariat, tel que le refus collectif du travail capitaliste ou la répartition communiste du travail.

Aujourd'hui, il ne s'agit pas de constituer un syndicat ou "un parti de la classe ouvrière" mais

plutôt de favoriser l'auto-émancipation et l'auto-organisation réelles des travailleurs pour ABOLIR LE SALARIAT.

Il s'agit d'inclure l'abolition du salariat et la fin de l'économie de marché et de l'Etat, donc du pouvoir au dessus des travailleurs, dans la lutte elle-même :

Pour faire en sorte que la prochaine crise révolutionnaire soit la bonne et instaure le pouvoir social et communautaire des producteurs associés.

Faute d'une préparation anti-salariale, anti-étatique, anti-marchande, aux affrontements qui surviennent périodiquement, l'histoire montre que les travailleurs sont toujours défaits. Soit par la bourgeoisie, soit par les appareils du mouvement ouvrier " organisé ", qui font entrave à toute possibilité d'autodéfense et les laissent disponibles à l'écrasement au nom du capitalisme d'Etat - du salariat d'Etat - qu'ils veulent instaurer.

Ni volontaristes, ni utopistes, nous défendons donc le simple réalisme.

### **DANS L'IMMÉDIAT**

*Pour aller dans le sens de l'abolition du salariat dès aujourd'hui, sans aller de révolutions déçues en révolutions manquées, il y a des choses à faire: sans dissocier la lutte pour l'avenir du présent immédiat, sans couper notre vie en miettes: en vivant collectivement de façon nouvelle par la lutte, pour la lutte, en développant des réseaux d'entraide et d'échange, des lieux nouveaux de confrontation pour des pratiques nouvelles ayant bien en tête l'objectif: l'abolition du salariat.*

*C'est pour y réfléchir ensemble que nous vous convions à un débat.*

\*\*\*

Il ne peut être question de regrouper des militants dans le but de former un rassemblement sur la base d'un consensus idéologique au niveau du discours " anti-salarial ". On ne ferait que répéter tous les défauts habituels des groupuscules et des sectes: presse auto-valorisante, et sélective, activisme à vide, religiosité, bureaucratique, propagande.

Le problème est de susciter un mouvement inaugurant des pratiques nouvelles, des confrontations entre classes ou couches engagées dans les luttes à tendance autonome, des réseaux d'entraide, des noyaux de communauté de lutte.

Comment ?

On peut déjà contacter tous ceux qui au cours des dernières années ont participé à de telles luttes en restant sur leur faim. Tous ceux qui insatisfaits des programmes et des pratiques traditionnelles restent dans l'attente et sont prêts au débat

On peut ensuite intervenir dans tous les lieux (presse, revues, journaux, tribunes où les stentors des appareils " prennent " la parole

On peut encore, impliqué dans une lutte à tendance autonome, la faire évoluer dans le sens du maintien d'une communauté de lutte anti-salariale.

Enfin, sans attendre que de telles communautés se développent, on peut déjà dans chaque localité constituer un lieu de rencontres et d'animation, un lieu où interfèrent les luttes anti-salariales et anti-institutionnelles, les pratiques de rupture. Un creuset où pourraient se confronter des luttes menées par les travailleurs métropolitains, immigrés, paysans... femmes, lycéens et enseignants, travailleurs de la santé, soldats du contingent... sur la base d'une reconnaissance des classes engagées, de leurs différences (voire des contradictions) de situations, d'intérêts, d'aspirations au moyen d'une critique de la société salariale.

On peut faire en sorte qu'un tel creuset soit aussi un début de réseau d'entraide, d'échanges directs, de permutations dans le travail. Un tel lieu pourrait attirer de nombreux militants "apartidaires", syndiqués et non-syndiqués, insatisfaits dans leur isolement. Tout en oeuvrant pour une recomposition collective de l'existence, une coordination souple et ouverte, il permettrait l'élargissement du débat.

Ce n'est que par la suite, que l'on pourra envisager de constituer réellement des embryons d'associations regroupant effectivement un ensemble de travailleurs (ouvriers, paysans, employés.) et de salariés intellectuels admettant la mise en question de leurs fonctions et de leurs privilèges.

S'atteler à ces tâches pour ceux qui, sans être activistes, refusent le passéisme, suppose certes un minimum de consensus théorique en matière d'analyse, de projet à long terme, de processus. Mais, plus que tout cela, c'est la mise en oeuvre de pratiques communes allant dans le sens de l'union révolutionnaire par l'association qui doit primer. Seules de telles pratiques de rupture anti-salariales, anti-étatiques, anti-marchandes, peuvent 'en finir avec le rapport d'extériorité qui caractérise tous les groupes politiques par rapport au mouvement des salariés réels.

### **Où est la cohérence d'un tel projet ?**

Si nous concluons que loin de favoriser l'autonomie anti-salariale et de mûrir à terme une révolution authentique, les syndicats, après les partis, n'ont fait que les inhiber, nous n'entendons pas pour autant délaissé d'emblée, ou affronter, le syndicat qui, pour l'instant est un lien contestable mais réel, que les travailleurs ont pour se défendre et disputer le prix de leur force de travail. Tout au moins tant que nos luttes, n'engendreront pas des formes autonomes d'organisation et d'existence dont les aspects communautaires s'affronteront non seulement à l'exploitation mais aussi à l'oppression du travail salarié, c'est-à-dire aux formes de production et d'existence qu'il suppose.

Nous nous considérons comme un élément de ce mouvement social d'émancipation. Aussi pensons-nous qu'il est utile de nous retrouver aujourd'hui avec tous ceux qui ont vécu des expériences similaires et qui partagent des conclusions voisines, pour affirmer la cohérence d'une démarche qui tend à inclure l'abolition du salariat dans la lutte; et cela sans prétendre instaurer un nouveau syndicat, un parti ou un groupement politique de plus, pas plus qu'une quelconque société marginale.

Nombreux sont ceux en effet qui aujourd'hui, comme nous, éprouvent le divorce flagrant entre le militantisme traditionnel, destiné pour l'essentiel à prouver l'existence de l'organisation, et à tenir les adhérents, comme dans les "ordres", en religion, et leur volonté

d'effectuer des changements pratiques, des ruptures réelles. Pour creuser un peu plus les contradictions du système, avec des participants de plus en plus nombreux, tout en s'inscrivant dans un projet révolutionnaire réel à long terme.

Nombreux sont ceux qui, comme nous, ressentent l'insatisfaction de lutter essentiellement sur les lieux de production: " pour l'emploi et les salaires " sans remettre en cause le travail lui-même et la production marchande.

Nombreux sont ceux qui ne satisfont plus du couple " articulé " formé par les syndicats et les partis, pas plus que les coupures entre les luttes à réputation " économique " que les luttes à réputation " politique "

Il est temps de coordonner nos efforts dans la voie de notre auto émancipation.

Il est temps d'affirmer la cohérence!

.Juillet 1975